

MAIRIE de

24 JUIL. 2023

CHARQUEMONT

MAIRIE
de CHARQUEMONT

PERMIS DE CONSTRUIRE
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 16/05/2023, complétée le 19/06/2023 et le 01/07/2023

N° PC 025 127 23 R0009

Par :	Monsieur MICHALET Alexandre
Demeurant à :	1 RUE DES ARMAILLIS 25140 CHARQUEMONT
Sur un terrain sis à :	1 RUE DES ARMAILLIS 25140 CHARQUEMONT 127 1 AI 317
Nature des Travaux :	création d'un garage attenant à la maison existante

Surface de 0 m²
plancher :

Le Maire de CHARQUEMONT

VU la demande de permis de construire présentée le 16 Mai 2023, par Monsieur MICHALET Alexandre, affichée en mairie le 26 Mai 2023,

VU l'objet de la demande :

- pour la création d'un garage attenant à la maison existante,
- sur un terrain situé 1 RUE DES ARMAILLIS, à CHARQUEMONT,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de CHARQUEMONT approuvé par délibération municipale du 11 Octobre 2011, mis à jour par arrêté municipal du 14 Novembre 2011, révisé en date du 1^{er} Juillet 2013 et modifié suivant une procédure simplifiée du 12 Septembre 2016, opposable depuis le 23 Septembre 2016,

VU l'avis de la Communauté de Communes de Maîche / service eau potable en date du 23 Mai 2023,

VU l'avis de la Communauté de Communes de Maîche / service assainissement en date du 23 Mai 2023,

VU les pièces complémentaires en dates du 19 Juin 2023 et du 1^{er} Juillet 2023,

CONSIDERANT que le projet se situe dans la zone Ub du PLU susvisé,

CONSIDERANT que le projet consiste en la création d'un garage attenant à la maison existante,

ARRETE n° URB 2023-53

Article 1 : Le présent Permis de Construire est ACCORDE sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

SOUS - PREFECTURE
19 JUIL. 2023
MONTBELIARD

Article 2 : Le projet respectera les modifications apportées dans les pièces complémentaires en date du 1^{er} Juillet 2023, conformément au règlement de la zone Ub du PLU, à savoir que la hauteur du garage en limite n'excèdera pas 2,50 m par rapport au terrain naturel.

CHARQUEMONT, le 11 juillet 2023

Le Maire,

Roland MARTIN



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.